

Pas de dynamisme, mais quelques signes encourageants sur l'emploi

L'Insee Rhône-Alpes publie, chaque trimestre, une note de conjoncture informant sur les évolutions de la conjoncture économique. Pour 2013, ces notes ont eu pour titre : "Timide éclaircie", "L'éclaircie se confirme", "Reprise poussive" et enfin "Une reprise encore modeste". Ces titres traduisent une attente de reprise qui tarde à arriver même si quelques signes restent porteurs d'espoirs. 2013 restera comme une deuxième année consécutive empreinte de morosité. **Synthèse ...**

Après un très léger fléchissement en 2012, le niveau de **l'emploi salarié privé rhônalpin** total ne varie quasiment pas en 2013, avec un solde négatif limité à 400 emplois. Cette stabilité relative repose sur une hausse importante de l'emploi intérimaire : + 10 %, soit 6 000 emplois supplémentaires. En toute logique, la situation est contrastée pour les autres secteurs. L'industrie et la construction perdent des emplois, 5 600 et 1 800 respectivement. Le tertiaire en gagne 900. Il reste le seul à compter aujourd'hui davantage de salariés qu'avant la crise et emploie désormais deux salariés rhônalpins sur trois.

Au niveau départemental, la Loire et l'Ardèche restent les plus en difficulté. Depuis le début de la crise, fin 2007, ils affichent un recul de l'emploi supérieur à - 7,5 % et, pour la seule année 2013, un retrait de - 1,5 % pour la Loire (- 2 400 salariés) et de - 0,9 % pour l'Ardèche. Le Rhône, la Haute-Savoie et l'Ain sont à la hausse et comptent de 900 à 1 200 salariés supplémentaires. En définitive, le Rhône est le seul département rhônalpin comptant plus de salariés qu'avant la crise (+ 1,4 %). Aujourd'hui, plus d'un salarié rhônalpin sur trois y travaille.

Dans ce climat de stagnation de l'emploi, 56 000 entreprises ont été créées en Rhône-Alpes. Par rapport à l'année 2012, le recul est sensible (- 1,6 %), mais moins important qu'au niveau national (- 1,9 %). Dans le même temps, le nombre de défaillances augmente : + 5,2 % par rapport à l'année 2012, soit un total de 6 700 entreprises défaillantes.

La création d'entreprise sous le statut d'auto-entreprise représente toujours la majorité de ces créations mais elle connaît pour la première fois une baisse significative (- 11 %). A contrario, le nombre de créations d'entreprise individuelle prend son envol, + 23 % par rapport à 2012, dans la plupart des secteurs d'activité (2 500 unités supplémentaires). C'est particulièrement le cas dans celui des services aux particuliers. Signe d'optimisme, la création d'entreprise est également très dynamique dans la construction, en hausse de + 48,4 % en un an et dans l'industrie (770 entreprises immatriculées en 2013 contre 350 en 2012), même si l'emploi marchand s'affaiblit au cours de l'année dans ces deux secteurs.

Dans un contexte de faible croissance de l'activité économique et de poursuite de la croissance de la population active, le nombre des demandeurs d'emploi continue d'augmenter en 2013. Mais, la hausse du chômage ralentit très nettement au cours du deuxième semestre, surtout pour les jeunes, en lien avec la montée en puissance des nouvelles politiques publiques, en particulier les emplois d'avenir.

En 2013, **le nombre des demandeurs d'emploi** pour les catégories ABC (soit 456 200 personnes), augmente dans la région de + 5,7 %. Cette augmentation, intervenue pour la sixième année consécutive, est toutefois presque deux fois moins importante qu'en 2012 : + 10 %.

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi, deux sur trois n'exercent aucune activité professionnelle (catégorie A). 302 500 personnes sont ainsi concernées, en hausse de + 4 % (+ 5,6 % en moyenne nationale), un rythme nettement moins élevé qu'en 2012 (+ 11,3 %). Près de 153 700 personnes sont inscrites en catégories B et C, et cumulent, en fin d'année 2013, une situation d'emploi et de chômage (+ 9,7 % sur un an contre + 6,8 % à l'échelon national).

La hausse du chômage n'est pas uniforme au cours de l'année 2013. Après une augmentation sensible au premier semestre, la progression du nombre des demandeurs d'emploi de catégories ABC ralentit au cours du deuxième semestre. Pour la seule catégorie A, on constate même un très léger repli sur le second semestre (- 0,4 %) après une progression de + 4,4 % entre janvier et juin 2013.

Les seniors restent les plus touchés par la hausse du chômage même si la progression tend à se réduire un peu (hausse de + 10,5 % pour les catégories ABC contre + 16,0 % en 2012).

Le chômage des jeunes affiche une quasi-stabilité et interrompt la tendance à la hausse observée ces dernières années. Ainsi, pour les catégories ABC, l'augmentation reste contenue à + 1,7 % (après + 11,1 % en 2012). Pour la seule catégorie A, l'évolution du chômage des jeunes s'est même inversée : repli de - 0,4 % en 2013.

Le chômage de longue durée continue de croître plus fortement que la moyenne. Parmi l'ensemble des inscrits à Pôle emploi, près de deux sur cinq sont au chômage depuis plus d'un an, et près de un sur cinq est touché par le chômage de très longue durée.

En 2013, **les mesures de la politique de l'emploi** se tournent principalement vers les jeunes. 6 750 contrats sont signés dans le cadre des emplois d'avenir. Autre nouvelle mesure, le contrat de génération concerne 2 200 jeunes dans la région depuis son lancement en mars 2013. Le recours à des contrats en alternance se poursuit.

À côté des mesures destinées aux jeunes, la promotion des Contrats Unique d'Insertion (CUI), plutôt ciblés sur un public d'adultes, se maintient. 36 000 CUI sont conclus dans la région, avec un allongement de la durée de ces contrats, qui passe de 6,4 mois en moyenne à 8,9 mois.

Enfin, pour anticiper le risque de chômage, le gouvernement intervient dans la prévention des licenciements économiques via l'activité partielle. En Rhône-Alpes, le nombre d'heures consommées en 2013 (185 500) se situe au-delà du niveau de l'année 2012 (146 900).

Comme dans l'ensemble de l'hexagone, **la construction neuve de logements** se montre peu dynamique avec seulement 38 900 mises en chantier de logements, soit une baisse de - 5 % par rapport à 2012. La baisse du nombre d'autorisations accordées au cours de l'année atteint - 7 %, laissant peu d'espoir à une reprise prochaine des mises en chantier.

Les ventes de logements neufs connaissent un repli particulièrement marqué, en baisse de - 12 % par rapport à 2012 (contre - 1 % seulement au niveau national). Le nombre d'annulations se maintient à un niveau élevé. Conséquence, les mises sur le marché de nouveaux programmes (16 200 logements ouverts à la vente), enregistre un repli de - 12 %. Mais avec des mises sur le marché plus nombreuses que les réservations, le stock de logements disponibles continue à progresser (+ 18 %). 9 700 logements neufs sont acquis par des ménages achetant dans le but de se loger soit une baisse de - 10 % par rapport à 2012. Le dispositif d'investissement locatif "Duflot" démarre modestement. 3 100 réservations sont identifiées par les promoteurs comme relevant de ce dispositif, en baisse de - 18 % par rapport à 2012.

En revanche, les mises en chantier de locaux d'activité augmentent de + 3 % par rapport à 2012. Mais elles restent de 30 % inférieures au niveau moyen des années 2000.

Le secteur de l'entretien-amélioration de bâtiments (55 % du CA du secteur) rencontre également des difficultés, plutôt dans le secteur des locaux. En revanche, côté logements, plusieurs dispositifs contribuent à soutenir la filière (programme " Habiter Mieux ", labellisations BBC). Dans le parc public, l'éco-prêt logement social (éco-PLS) permet la rénovation de 4 400 logements.

Sur le segment des travaux publics, après une année en demi-teinte, le chiffre d'affaires se replie fin 2013. La filière matériaux ne peut qu'être impactée par les difficultés du secteur.

Dans ce contexte peu dynamique, l'activité reste très modérée dans **le secteur des transports**.

Les quantités de marchandises transportées s'inscrivent à la baisse (- 4,7 % par rapport à 2012). Cette évolution, plus défavorable que celle de l'ensemble du pays, intervient après des années 2011 et 2012 où les tonnages transportés étaient en augmentation.

Les ventes de véhicules particuliers neufs se compressent encore. En Rhône-Alpes, seules 170 000 voitures neuves sont vendues au cours de l'année, en baisse de - 3 % par rapport à 2012. Le marché retombe ainsi à un niveau inférieur à celui des années 2006 et antérieures. Toutefois, en un an, le transfert des achats vers des véhicules plus propres est très sensible.

Le déplacement par le rail sur le réseau TGV connaît un léger repli, en baisse de - 1,6 %. Ce tassement touche également les transports express régionaux (TER), en hausse de + 0,3 % seulement. En revanche, le trafic aérien continue à progresser. 9,3 millions de passagers fréquentent les aéroports de Rhône-Alpes en 2013, soit une hausse de + 1,5 %. Le low-cost concerne désormais 25 % du nombre total de passagers transportés (deux points de plus qu'en 2012).

Une météo des plus capricieuse perturbe grandement **l'activité agricole en 2013** et affecte le potentiel de récolte. L'année est particulièrement difficile pour le maïs dont la production recule de - 13 % par rapport à 2012. Les abondantes disponibilités mondiales entraînent une chute globale des prix des céréales, après la flambée de 2012. La fraîcheur des températures retarde l'arrivée des légumes de printemps. La situation est particulièrement difficile pour la tomate. Le retard végétatif est très marqué en production fruitière. La production de cerises est perturbée et connaît une chute des prix de - 30 %. Celles des abricots et des pêches sont déficitaires de - 10 à - 15 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le bilan des fruits à coque est positif.

La météo, toujours elle, affecte les vignobles. La vendange 2013 est modeste, mais supérieure à celle de 2012, historiquement basse. Elle progresse de près de + 12 % pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) et perd - 6 % pour les vins à indication géographique protégée (IGP). Après un an de baisse, le prix du lait progresse à partir du mois d'avril et enregistre un niveau record en septembre. La production laitière augmente à partir de l'été mais les livraisons ne retrouvent pas leur niveau de 2012. Avec 13,9 millions d'hectolitres, elles reculent de - 2,2 %.

Dans le secteur du tourisme, 27,4 millions de nuitées sont réalisées dans les hôtels et les campings de Rhône-Alpes. L'évolution globale de + 1,4 % par rapport à 2012 montre une hausse importante de la fréquentation dans l'hôtellerie (+ 2,3 %), alors que les campings connaissent une très légère baisse (- 0,5 %). La fréquentation étrangère poursuit sa progression (+ 3,6 %), au bénéfice des hôtels (+ 8,0 %), alors que dans les campings, l'évolution est négative (- 1,6 %).

L'hôtellerie régionale connaît une évolution positive principalement grâce à des arrivées étrangères plus nombreuses (+ 11,5 %), qui entraîne une progression forte du volume des nuitées étrangères (+ 8,0 %). La part de la clientèle étrangère progresse ainsi chaque année (+ 1,4 point en 2013, + 1,1 point en 2012).

Après une progression annuelle moyenne de 4 % depuis 2010, la fréquentation des campings affiche, avec 8,9 millions de nuitées, une très légère baisse (- 0,5 %) par rapport à 2012. Le nombre d'arrivées fléchit légèrement (- 0,9 %), touchant principalement les emplacements nus (- 3,3 %). A contrario, les emplacements équipés confirment leur succès et continuent leur progression, tant pour les touristes français (+ 5,9 %) qu'étrangers (+ 5,0 %). ■

Thierry Geay, Insee Rhône-Alpes